

EUROPE - MONDE

Les pays européens devraient être les grands bénéficiaires

IRAN. Dans quelques mois, les investisseurs occidentaux (re)partiront à la découverte d'un pays longtemps mis de côté.

Dans quelques mois, le marché iranien s'ouvrira à nouveau aux investisseurs étrangers. Avec l'objectif de redécouvrir un pays de 81 millions d'habitants. Sauf que depuis l'instauration des sanctions mondiales, la position européenne et suisse s'est effondrée en Iran au profit des pays émergents. Tous les pays européens vont se mener une concurrence intense afin de garantir un positionnement intéressant et enregistrer des parts de marché intéressantes. Car l'Iran dispose des quatrièmes réserves pétrolières et des deuxièmes réserves gazières au monde. Outre le pétrole, les échanges commerciaux concerneront également le secteur automobile, hôtelier et aéronautique, entre autres.

Selon Sébastien Henin, Head of asset management pour le compte du gérant de fonds The National Industry (TNI), à Abu Dhabi, la levée de l'embargo sera une opportunité pour les pays limitrophes. A tel point que le groupe souhaite lancer prochainement un fonds qui aura pour thématique d'investir dans ces sociétés.

Les négociations sur le nucléaire iranien ont abouti à un accord et les sanctions internationales ont été levées. Selon vous, combien de temps faudra-t-il attendre avant que les sanctions soient levées?

C'est une question difficile. Si nous nous tenons à la feuille de route qui a été signée lors des accords de Vienne, la levée des sanctions débutera le jour de «l'implémentation day» qui devrait intervenir au cours du premier semestre de l'année 2016, probablement même au cours du premier trimestre. L'Agence internationale de l'énergie atomique procède actuellement à tous les contrôles nécessaires pour s'assurer que l'Iran satisfasse bien à l'ensemble de ses obligations.

Le processus devra s'accomplir sans encombre...

Paradoxalement, une période d'incertitude débutera, le modus operandi de la levée des sanctions n'étant pas très clair. La problématique est double. De nombreux pays, institutions internationales et zones économiques ont mis en place leur propre sanction et par ailleurs de nombreux textes se sont superposés depuis la révolution Islamique en 1979. Il faudra donc du temps pour lever toutes les sanctions, de nombreuses administrations étant partie prenante. Par ailleurs, certaines de ses sanctions sont interdépendantes ce qui signifie que la levée d'une sanction particulière ne vaudra pas dire que toutes les conditions sont réunies pour pouvoir commercer ou investir dans le pays. Il est probable que les entreprises occidentales



SEBASTIEN HENIN. Le secteur aéronautique, hôtelier et automobile en priorité.

attendent d'avoir la certitude de ne plus être à risque avant de procéder à des investissements dans le pays. Nous devrions donc assister à un retour échelonné dans le temps.

Les spécialistes estiment que les exportations à destination de l'Iran vont tripler après la suppression des sanctions. Avez-vous des chiffres précis pour la Suisse et l'Union européenne?

Le potentiel économique est important mais il est difficile de le chiffrer à ce stade. Le FMI dans une publication récente évoquait le chiffre de 550 milliards de dollars de volume d'échanges commerciaux attendu au cours des cinq prochaines années entre l'Iran et ses partenaires. Il est aussi intéressant de constater que le pays n'occupe pas la place qui devrait être la sienne en termes d'échanges internationaux. Alors que l'Iran est classé à la 18^{ème} place mondiale sur la base du PIB, ses échanges commerciaux le situent au-delà de la quarantième place. La levée des sanctions économiques va permettre au pays de normaliser ses échanges avec le reste du monde. A titre de comparaison, la Turquie qui présente par certains aspects un profil similaire à l'Iran enregistre des échanges commerciaux deux fois et demi supérieurs. Il y a donc un vrai potentiel d'autant plus qu'un effet rattrapage n'est pas à exclure, le PIB iranien a reculé de 28% entre 2011 et 2014.

Quels seront les pays bénéficiaires de cette réouverture?

Les pays européens devraient être les grands bénéficiaires de cette ouverture car jusqu'à présent les Iraniens étaient enfermés dans un huis-clos avec leurs partenaires Asiatique. Et ils voudront certainement diversifier leurs fournisseurs, mais aussi avoir accès à des technologies ou des produits qui leurs font encore défaut.

L'Iran est un pays stratégique en raison notamment de ses réserves de pétrole et de gaz. Peut-il alors avoir une influence haussière ou baissière sur le prix du baril?

L'Iran va redevenir incontournable sur la scène énergétique mondiale. Le pays dispose des qua-

trièmes réserves pétrolières et des deuxièmes réserves gazières au monde. La politique d'embargo menée contre le pays a eu pour conséquence de réduire considérablement les exportations de pétrole du pays et a empêché le développement du secteur gazier. Le niveau de production pétrolière est passé de 3,7 millions de barils par jour à 2,9 millions de baril par jour entre 2011 et 2015. Cette baisse s'est traduite par un effondrement des exportations qui sont passées de 2,5 millions de barils par jour en 2011 à 1,1 million de barils par jour en 2015. Le véritable enjeu pour l'Iran est de déterminer à quel rythme il souhaite retrouver sa place sur l'échiquier mondial.

Et comment y parviendra-t-il?

Pour gagner du temps l'Iran devra s'assurer que les compagnies pétrolières étrangères, détentrices du savoir-faire technologique et des capacités d'investissement, reviennent investir. Bijan Zanganeh, ministre Iranien du pétrole, a annoncé à plusieurs reprises que le pays souhaitait attirer au minimum 100 milliards de dollars d'investissement dans le domaine énergétique au cours des années à venir. Pour gagner son pari le pays devra toutefois amender son code des hydrocarbures pour le rendre plus attractif vis-à-vis des investisseurs étrangers. L'Iran produisait plus de 7 millions de barils quotidiens dans les années 70, le potentiel existe!

Le pays est-il aussi stratégique pour d'autres secteurs comme l'automobile, l'hôtellerie, l'aéronautique ou l'agroalimentaire?

Le pays est stratégique à plus d'un titre. L'Iran dispose d'une large et jeune population, le pays compte en effet 81 millions d'habitants et la moitié de cette population à moins de 30 ans. La classe moyenne représente 40% de la population, un chiffre plus élevé que la plupart des pays émergents. Ce n'est pas par hasard que de nombreux groupes internationaux souhaitent aujourd'hui se positionner ou revenir dans ce pays, le potentiel y est très important. Dans le secteur aéronautique par exemple le pays doit entièrement renouveler sa flotte commerciale ce qui représente un potentiel immédiat de 200 avions de ligne. Le secteur hôtelier n'est pas en reste. Le groupe Accor, qui vient de faire un retour remarqué dans le pays, est le premier groupe hôtelier étranger à travailler de nouveau en Iran depuis la révolution islamique. Le secteur automobile est déjà bien

développé, le pays produit près de 750.000 voitures par an et pourrait même devenir un exportateur de biens manufacturiers à moyen terme compte tenu d'une main d'œuvre très qualifiée et bon marché. L'économie iranienne était la plus avancée de la région dans les années 1970 et elle souhaitera vraisemblablement retrouver son statut perdu.

Quelles seront les retombées économiques importantes pour les voisins arabes?

Les retombées positives vont être importantes pour de nombreux pays et Dubaï en sera être le premier bénéficiaire compte tenu de son positionnement unique comme hub logistique régional. L'émirat dispose de capacités de classe mondiale dans les domaines portuaires et aéroportuaires mais aussi de vastes zones d'entreposage. Ce point est très important, car les importations iraniennes vont progresser très fortement au cours des années à venir et le pays dispose d'infrastructures de qualités inégales qui l'obligeront à s'appuyer sur les économies environnantes. Dubaï bénéficie aussi de toute l'infrastructure nécessaire en terme d'hébergement, d'éducation, de santé, etc. ce qui en fera aussi une destination de choix pour accueillir le personnel des multinationales qui voudront cibler l'Iran et les pays du Golfe, nouvelle zone incontournable à l'échelle planétaire. Le FMI a estimé récemment que la croissance additionnelle pour Dubaï due à cette ouverture serait de 1% par an et ce pour plusieurs années.

Et les autres pays limitrophes?

D'autres pays de la région pourraient aussi bénéficier de l'ouverture sous d'autres formes comme par exemple l'accès au gaz iranien. De nombreux pays Arabes souffrent d'une pénurie de gaz qui pénalise certaines industries énergétiques ou qui réduit la productivité des producteurs d'électricité qui doivent utiliser des ressources alternatives. Oman, qui entretient de bonnes relations avec l'Iran pourrait être l'un des pays bénéficiaire tout comme le Koweït. Enfin, il ne faut pas sous-estimer les flux Iraniens à destination des pays limitrophes qui pourraient se manifester par des investissements dans le secteur immobilier ou encore par des séjours touristiques. Certaines sociétés régionales cotées se positionnent déjà en attendant la levée des sanctions, le potentiel peut être colossal.

INTERVIEW:
TIAGO PIRES

ENVIRON 550 MILLIARDS DE DOLLARS DE VOLUME D'ÉCHANGES COMMERCIAUX ATTENDU AU COURS DES CINQ PROCHAINES ANNÉES ENTRE L'IRAN ET SES PARTENAIRES, SELON LE FOND MONÉTAIRE INTERNATIONAL

L'avancée de Hollande vers une large coalition

LUTTE ANTITERRORISTE. Poutine se dit prêt à coopérer.

Le président russe, Vladimir Poutine, a annoncé être «prêt à coopérer» dans la lutte antiterroriste en recevant son homologue français, François Hollande, arrivé jeudi soir au Kremlin pour tenter de rapprocher les positions russe et américaine sur la Syrie.

Arrivé en début de soirée à Moscou, M. Hollande s'est aussitôt rendu au Kremlin pour rencontrer Vladimir Poutine. Il a répété son appel à la création d'une «coalition large» pour «frapper le terrorisme». «Cette coalition est absolument nécessaire et c'est là que nos positions coïncident», a répondu M. Poutine, soulignant la nécessité d'«unir les efforts» et se disant «prêt à cette coopération». Cette rencontre avec le président russe est une étape cruciale du marathon diplomatique de M.

Hollande, qui a reçu dans la matinée à Paris l'italien Matteo Renzi, après l'Allemande Angela Merkel mercredi. Mardi, il avait rencontré Barack Obama à la Maison Blanche au lendemain d'entretiens avec le Britannique David Cameron. Ce dernier a de nouveau appelé hier son Parlement à autoriser le Royaume-Uni à «étendre» ses frappes contre les jihadistes de l'Etat islamique. De son côté, Berlin a proposé hier à Paris une frégate et des avions de reconnaissance et ravitaillement pour sa lutte contre l'organisation EI.

Rome a confirmé son «engagement» dans une «stratégie globale» contre l'EI, sans préciser son rôle, et avertissant que la Libye «risque d'être la prochaine urgence».

Moscou passe aux représailles économiques contre Ankara

Deux jours après le crash d'un bombardier russe abattu par l'aviation turque à la frontière syrienne, la Russie a annoncé hier préparer des mesures de rétorsion économique contre Ankara, dont elle a mis en doute la sincérité de l'engagement contre l'organisation Etat islamique. Le gouvernement russe a laissé entendre hier que des projets conjoints pourraient être suspendus, les droits de douanes augmentés, les liaisons aériennes restreintes. L'utilisation de la main d'oeuvre turque en Russie pourrait aussi être affectée.

Et après avoir joué l'apaisement depuis l'incident, le président turc Recep Tayyip Erdogan a à son tour haussé le ton en rejetant les excuses demandées par Vladimir Poutine. M. Erdogan a également répondu aux accusations de complaisance avec les jihadistes en affirmant que l'engagement de son pays contre l'EI était «incontesté». Le président turc a en outre ajouté défié la Russie de prouver que la Turquie achetait du pétrole à l'EI, affirmant que «ceux qui nous accusent d'acheter du pétrole à Daech ont l'obligation de prouver leurs allégations».

AVANTAGES FISCAUX: nouvelle structure de l'UE

Le Parlement européen a décidé hier de mettre sur pied une nouvelle commission spéciale chargée d'examiner les avantages fiscaux accordés par certains Etats aux multinationales, une structure qui succédera à celle créée dans la foulée du scandale LuxLeaks en novembre 2014. Le mandat exact de cette nouvelle commission, créée pour six mois, devra être précisé la semaine prochaine lors d'une nouvelle réunion des chefs des groupes politiques, à Bruxelles. Cette initiative a provoqué la colère des élus Verts du Parlement, qui étaient favorables au prolongement pur et simple de la commission LuxLeaks, présidée par le Français Alain Lamassoure (PPE, droite). Leur crainte est que le mandat de cette nouvelle commission soit affaibli.

AGENDA INTERNATIONAL

VENDREDI 27 NOVEMBRE

ALLEMAGNE

Baromètre GfK du moral des consommateurs de novembre

GB

PIB au 3T 2^e estimation

FRANCE

Dépenses de consommation des ménages en biens octobre - Insee

Indices de prix de production et d'importation de l'industrie octobre - Insee

Construction et permis de construire de logements neufs à fin octobre - Ministère

Indice des prix d'entretien-amélioration des logements au 3T - Insee
Indice des prix à la production des

services au 3T - Insee

Chiffre d'affaires dans l'industrie et la construction ainsi que dans le commerce septembre - Insee
ST Dupont: résultats 15 (après Bourse)

ITALIE

Confiance des entreprises novembre

ESPAGNE

Inflation novembre, chiffre provisoire

GRÈCE

Chiffres provisoires du PIB au 3T

SUÈDE

PIB au 3T

JAPON

Inflation octobre

Chômage octobre

Consommation des ménages octobre